



RAPPORT ANNUEL

2017 - 2018



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

Table des matières



<u>Mot des coprésidents</u>	1
<u>Problématique du secteur</u>	2
<u>Reddition de comptes</u>	4
<u>Orientation 1</u>	5
<u>Orientation 2</u>	8
<u>Orientation 3</u>	13
<u>Orientation 4</u>	17
<u>Orientation 5</u>	20
<u>Rapport du vérificateur</u>	32

Mot des coprésidents



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre (CSMO) a accentué la recherche de solutions de formation et de recrutement afin de répondre aux besoins des manufacturiers de l'industrie, qui a encore connu une croissance de l'emploi en 2017-2018.

Quarante-cinq travailleurs provenant de 11 organisations ont participé au Programme de formation de contremaître/superviseur. Il y a eu quatre groupes dans les régions des Laurentides, de la Mauricie et de la Montérégie. Le Comité sectoriel a également organisé 15 activités de perfectionnement de compagnon touchant 154 formateurs internes et 31 entreprises dans huit régions de la province.

La promotion des six normes professionnelles et de la formation de compagnon a contribué à la signature de 612 ententes du *Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT)*, soit 18 de plus en 2017-2018 qu'au cours des deux exercices financiers précédents. Cela représente un potentiel de crédits d'impôt de l'ordre de 5, 7 millions de dollars. Dans la foulée, il y a eu la reconnaissance des compétences d'une soixantaine de travailleurs.

Nous avons en outre travaillé au développement d'une Attestation d'études professionnelles d'assembleur de portes et fenêtres en formule d'alternance travail-études grâce à un partenariat avec trois commissions scolaires du Québec dans les régions de Chaudière-Appalaches, Lanaudière et Montérégie. Ce projet visera environ 45 travailleurs en 2018-2019. Trois groupes de participants vont profiter d'une subvention de 704 000 dollars du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO).

Au chapitre de l'emploi, le Comité sectoriel a donné un coup de pouce au Service intégré du bois (SIB), en Estrie, qui a visité 25 entreprises de la région aux prises avec des problèmes de

pénurie de main-d'œuvre dans le but de trouver des solutions dans le milieu.

Ce qui a alimenté une réflexion sur l'ampleur de la problématique de recrutement dans l'industrie à l'échelle du Québec. Nous avons dressé une liste des métiers en demande, documenté les principales causes de difficulté d'embauche, ciblé le potentiel des différents bassins de main-d'œuvre non traditionnels (dont la main-d'œuvre immigrante), listé les mesures d'aide publiques et identifié des pistes de solution.

À la lumière des résultats de l'enquête salariale 2018 et du système de collecte de données en continu sur les besoins de main-d'œuvre, de formation et RH, le Comité sectoriel entend proposer des actions prioritaires à discuter en 2018-2019. Ce qui pourrait paver la voie à l'adoption d'une stratégie sectorielle à cet égard lors du prochain exercice de planification stratégique au printemps 2020.

L'esprit de concertation patronale-syndicale a continué à animer l'ensemble des actions du CSMO auprès des employeurs, travailleurs et partenaires du marché du travail. En 2017-2018, il a fait la promotion de ses outils et services auprès de 2000 fabricants et de plusieurs milliers d'organismes-collaborateurs par le biais de ses moyens de communication, sollicité la participation de 350 manufacturiers (appels téléphoniques, courriels, rencontres de groupe et individuelles) à ses activités et analysé les préoccupations de 90 entreprises.

En prime, la prestation de services du Comité sectoriel a généré près de 23 % de revenus autonomes, plus que le double de 2016-2017.

Sébastien Pageau
Coprésident syndical

Virginie Cloutier
Coprésidente patronale

Problématique du secteur

Les secteurs du meuble, des portes et fenêtres, des armoires de cuisine et des produits de verre ont passé un rude moment ces dernières années. En 2008, la crise économique à l'échelle mondiale, avec un épïcentre aux États-Unis, a laissé des traces négatives sur la plupart des indices : fermetures, liquidités, revenus, exportations, emplois.

La timidité de la reprise enregistrée au Canada depuis la première moitié de l'année 2015, combinée à la chute de la demande de matières premières (pétrole, gaz, métaux), à la volatilité des marchés internationaux, aux secousses économiques, immobilières et boursières chinoises (août 2015) et à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (impacts financiers aux États-Unis), inquiète les investisseurs.

Ces soubresauts surviennent au moment où l'économie de l'Oncle Sam se ressaisit. Le PIB et les exportations au Québec sont repartis à la hausse en juillet 2015. Et le dollar canadien a perdu 25 % de sa valeur depuis 2014. Ce qui devait encourager les exportations, et cela s'observe par une croissance de près de 9 % par année depuis 2013.

Outre les expéditions outre-frontières, fait remarquer le rapport de la Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT) de Service Canada, Québec, trois autres locomotives de l'économie québécoise ont ralenti. La dynamique de la consommation, la composante la plus importante du PIB du Québec, est en baisse depuis 2012. Elle est inférieure au taux d'inflation depuis 2013. Les dépenses gouvernementales contribuent négativement au PIB depuis le deuxième semestre de 2014. Les investissements privés ont du plomb dans l'aile.

À l'échelle nationale, d'autres variables qui influencent grandement la consommation de biens durables laissent également songeur. Le ratio de la dette des ménages contractée sur le marché du crédit au revenu disponible a atteint 165,3 % au cours du premier trimestre 2016 au pays. C'est l'un des plus élevés des membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit un ralentissement des mises en chantier d'habitations entre 2016 (de 181 000 à 192 000 unités) et 2017 (de 172 600 à 183 000 unités).

Pour sa part, l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) s'attend à un coup de frein en raison de la fin du programme de crédits d'impôt à la rénovation (EcoRenov). Cette mesure populaire avait stimulé le milieu depuis son entrée en vigueur. Celle qui la remplace (RénoVert 2016-2017) n'aurait pas les mêmes retombées.

En 2014, le créneau de la construction neuve au Québec représentait 7,87 milliards de dollars, contre 12 milliards sur le terrain de la rénovation.

En 2017, la SCHL prévoit un déclin de la revente d'habitations. De son côté, la Fédération des Chambres immobilières du Québec escompte une hausse de 3 % du nombre de transactions en 2016 (76 000) par rapport à 2015 (74 207) dans le secteur résidentiel, profitant notamment du fait que le taux d'intérêt demeure à un niveau plancher inégalé.

Problématique du secteur

Note encourageante, à plus long terme, pour les fabricants québécois qui exportent aux États-Unis, la croissance de la population active là-bas devrait augmenter de 24 % d'ici à 2050, selon des chiffres publiés dans un article du *Journal Les Affaires* du 21 mai 2016 (« Temps d'investir dans la quincaillerie? »).

Pas moins de 77 millions de citoyens américains de plus auront des besoins de logements, de meubles, de cuisines, de portes et fenêtres et d'articles de décoration. Pour bénéficier de ce marché, quel sera l'effet Trump sur l'accord de libre-échange avec les États-Unis? Mais il existe aussi les accords de libre-échange avec les pays européens, asiatiques et latino-américains qui pourraient ouvrir de nouveaux débouchés.

À cause des occasions d'affaires actuelles et futures, le manque de main-d'œuvre qualifiée dans certaines régions du Québec préoccupe en raison du manque de population active et du vieillissement de la main-d'œuvre dans les entreprises du secteur.

À l'échelle canadienne, l'industrie de la transformation du bois dénombre 90 000 travailleurs et devrait en générer 11 000 autres d'ici à 2019, selon une étude récente du Conference Board du Canada.

Or, le Québec est l'une des dynamos dans le secteur au pays avec près de 40 % de l'emploi au Canada. Lors du diagnostic sectoriel que nous avons effectué en 2015-16 auprès de 359 entreprises, 59 % des répondants étaient préoccupés par la préparation de la relève dans des postes clés et 42 % dans l'intégration de nouveaux employés.

Les entreprises, Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont intérêt à se préparer en conséquence. Des mesures d'aide s'imposent : formation structurée en milieu de travail, ajustement des programmes de formation du réseau scolaire (adéquation formation-emploi), augmentation de la rémunération, intégration de conditions de travail plus flexibles, amélioration des compétences de base et essentielles des travailleurs actifs, gestion structurée du capital humain, attraction, rétention et intégration des jeunes.

Dans une synthèse économique préparée en 2016, la Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT) de Service Canada, Québec, souligne l'importance stratégique d'optimiser les ressources matérielles et humaines déjà en place.

À cet égard, le diagnostic sectoriel produit par notre organisation nous indique que 45 % des répondants souhaitent accroître la mobilité professionnelle et accroître la productivité pour 50 % des répondants.



REDDITION de comptes

2017 - 2018

ORIENTATION

Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
PORTES ET FENÊTRES			
Code SCIAN : 321911 Fabrication de fenêtres et de portes de bois	CA+Congrès annuel AIPVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 326196 Fabrication de portes et de fenêtres en plastique	CA+Congrès annuel AIPVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 332321 Fabrication de portes et de fenêtres en métal	CA+Congrès annuel AIPVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
FABRICATION DE MEUBLES ET DE PRODUITS CONNEXES			
Code SCIAN : 3371 Fabrication de meubles de maison et d'établissement institutionnel et d'armoires de cuisine	CA+Congrès AFMQ et AFDICQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est constante.
Code SCIAN : 33711 Fabrication d'armoires et de comptoirs de cuisine de bois	CA+Congrès annuel AFDICQ	À maintenir, 5 sièges : AFDICQ, AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.

ORIENTATION

Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
Code SCIAN : 3372 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 33721 Fabrication de meubles de bureau (y compris les articles d'ameublement)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 337213 Fabrication de meubles de bureau en bois (y compris les boiseries architecturales faites sur commande)	CA+Congrès annuel AFMQ et AFDICQ	À maintenir, 5 sièges : AFDICQ, AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 337214 Fabrication de meubles de bureau (sauf en bois)	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 337215 Fabrication de vitrines d'exposition, de cloisons, de rayonnages et de casiers	CA	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 3379 Fabrication d'autres produits connexes aux meubles	CA	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.

ORIENTATION

Assurer la représentativité du secteur lors d'une assemblée publique, lors de l'assemblée générale, au sein du conseil d'administration, du comité exécutif et au niveau des autres instances du comité sectoriel de main-d'œuvre dans son secteur.

Composition du secteur (indiquer codes SCIAN, lorsqu'applicable) ¹	Instances ou forums du CSMO fréquentés	Résultats visés (Démarches à entreprendre pour améliorer la représentativité, s'il y a lieu)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Assurer une représentativité des principaux acteurs sectoriels au conseil d'administration du Comité sectoriel.	
Code SCIAN : 33791 Fabrication de matelas	CA+Congrès annuel AFMQ	À maintenir, 4 sièges : AFMQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
Code SCIAN : 33792 Fabrication de stores et de persiennes	CA	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.
FABRICATION DE VERRE ET DE PRODUITS EN VERRE			
Code SCIAN : 327215 Fabrication de produits de verre à partir de verre acheté	CA+Congrès annuel AVFQ	À maintenir, 4 sièges : AVFQ, FTQ, CSN, CSD.	Maintenue, la représentation est toujours constante.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrable	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Accroître la collaboration avec les associations patronales et syndicales en vue de définir les orientations en fonction des besoins et des attentes des employeurs et travailleurs.			
Réalisation de quatre CA Une assemblée annuelle 4 rencontres ou conférences téléphoniques avec les coprésidents 6 rencontres ou conférences téléphoniques avec le trésorier 2 rencontres ou conférences téléphoniques avec le secrétaire	Membres du conseil d'administration	Réaliser les suivis administratifs du plan d'action, partager des informations stratégiques sur la situation du secteur, identifier des situations qui conditionnent des actions urgentes, contribuer à faire avancer le dossier de l'intervention sectorielle auprès de la CPMT.	4 rencontres de CA. Une assemblée annuelle. 12 rencontres ou conférences téléphoniques avec les officiers du CA.	86% 86% 175 %	4. Taux de présence = 86 % 1. Taux de présence = 86 % Cinq (5) rencontres ou conférences téléphoniques avec les coprésidents. Dix (10) rencontres ou conférences téléphoniques avec le trésorier. Six (6) rencontres ou conférences téléphoniques avec le secrétaire.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrable	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
		Augmenter la notoriété auprès des manufacturiers, des intervenants publics-privés, des partenaires régionaux et sectoriels			
Congrès et activités des associations patronales et syndicales	Présenter les produits, services et résultats des interventions du Comité.	La présentation des services du Comité sectoriel aux associations patronales-syndicales et organismes peut réunir plus de 600 personnes.	8 fois par année		
	AFMQ – congrès		2	R	2 / 2 Présence au congrès et présentation du bilan des activités et services du CSMO. Présentation des enjeux de main-d'œuvre/Paradigme.
	AVFQ – congrès		3	R	3 / 3 Présence au congrès et présentation du bilan des activités et services du CSMO. Présentation du projet d'enquête salariale au CA de l'association. Présidence du Comité au comité de sélection de bourses d'études de l'association.
	AFDICQ – congrès		3	R	3 / 3 Présentation du projet d'enquête salariale au CA de l'association. Présentation des enjeux de main-d'œuvre/Paradigme. Présence à la journée de vélo/golf.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrable	Fréquence prévue	Fréquence réelle (et taux de participation des membres votants pour CA et CE)	Résultats obtenus (et appréciation)
	FTQ-CSN-CSD – journées thématiques ou congrès		0		0 / 0 Aucune activité spécifique cette année avec les associations syndicales.
	Projets Accord – Chaudière-Appalache s-Lanaudière-Estrie-Mauricie-Centre-du-Québec		2	R	7 / 2 Collaboration (rencontres) en vue de réaliser une conférence exploratoire régionale en Estrie avec le SIB.
	Innovem		1	R	2 / 1 Rencontre du directeur général d' <i>Innovem</i> , qui remplace l'ancienne entité de l'EQMBO.
Comités régionaux pour identifier des besoins de main-d'œuvre et de formation	Employeurs/ Travailleurs AVFQ-AFMQ-AFDICQ CSN-FTQ-CSD Directions régionales d'Emploi-Québec Représentants du réseau de l'éducation Directeurs des Projets Accord dans les régions concernées	Réaliser deux activités de conférences exploratoires en vue de définir les besoins de main-d'œuvre pour deux régions du Québec et impliquer les intervenants régionaux à définir, pour les besoins identifiés lors de cette activité, la mise en œuvre de solutions concrètes aux besoins exprimés par les représentants des employeurs et des travailleurs.	2 fois par année 25 entreprises 2 Directions régionales D'E-Q 2 Projets ACCORD 2 CS 2 CÉGEP		0 / 2 Projet en cours de réalisation d'une conférence exploratoire régionale avec le SIB en Estrie. Vingt-cinq (25) entreprises visitées (liste des entreprises en vert sur demande) en 2017-2018. Sept (7) rencontres avec le directeur par intérim au cours de la dernière année. Collaboration prévue avec son nouveau directeur général au cours de l'année 2018-2019.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrable	Fréquence prévue	Fréquence réelle <small>(et taux de participation des membres votants pour CA et CE)</small>	Résultats obtenus <small>(et appréciation)</small>
Rencontres avec des directions régionales d'Emploi-Québec	Avec les directions de planification des régions identifiées, partager les informations que nous avons sur l'industrie, ceci afin d'orienter des priorités régionales aux besoins du secteur.	Partager une connaissance des besoins du marché du travail à la CPMT et aux Directions régionales d'Emploi-Québec en vue d'établir des pistes d'action conjointes.	3 rencontres	R	5 / 3 Direction régionale de l'Estrie. Tournée du ministre Blais avec le Conseil régional et la Direction régionale de Chaudière-Appalaches. Tournée du ministre Blais avec le Conseil régional et la Direction régionale de Montréal. Direction régionale de Lanaudière. Direction régionale de la Montérégie.
Collaboration avec l'Association québécoise de l'information scolaire et l'Ordre des conseillers en orientation	Conseillers en information scolaire et conseillers d'orientation.	Faire connaître nos outils lors du Congrès portant sur l'école orientante organisé par l'AQISEP par une diffusion du matériel produit par notre comité sectoriel. Avec les changements technologiques et organisationnels en cours, on constate que les réseaux de l'emploi et de l'éducation connaissent très peu l'évolution des perspectives de carrière qu'offre notre industrie. Ainsi, il s'agit de faire connaître ces carrières auprès des intervenants qui sont en lien avec les clientèles étudiantes ou en recherche d'emploi.	1 Lors de cet événement qui a lieu une fois/année	R	1 / 1 Diffusion d'une publicité sur les métiers en demande de l'industrie à l'intérieur du programme du congrès annuel de l'AQISEP à l'intention des 2500 membres.

ORIENTATION

2

Développer le partenariat et la concertation entre les partenaires au sein des structures du comité sectoriel de main-d'œuvre¹.

Instances de concertation et de partenariat (actives ou à créer)	Composition	Mandat et livrable	Fréquence prévue	Fréquence réelle <small>(et taux de participation des membres votants pour CA et CE)</small>	Résultats obtenus <small>(et appréciation)</small>
Comité école-entreprises	Responsables des services de formation sur mesure du réseau de l'éducation et direction d'établissement.	Collaborer avec les commissions scolaires, les cégeps et les universités afin d'accroître les activités de partenariat en vue de mieux arrimer les besoins du marché du travail à la formation offerte par les maisons d'enseignement.	3 projets d'échange	R	<p>4 / 3</p> <p>Rencontre avec Innovem du Cégep de Victoriaville afin de regarder les possibilités d'utiliser ce centre collégial de transfert technologique pour introduire des étudiants en robotique dans les entreprises du secteur.</p> <p>Au cours de la prochaine année (2018-2019), nous tenterons de réaliser une expérience.</p> <p>Acceptation d'un projet d'alternance travail-études pour la diffusion d'une AEP en assemblage de portes et fenêtres avec la CS des Moulins, la CS Beauce-Appalaches, la CS des Patriotes.</p>

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (insérer R, N, P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Compagnon	Formation des compagnons	12 groupes de formation en plus de permettre d'obtenir 18 000 \$ de contribution des manufacturiers aux 10 % d'autofinancement.	40	100	FDRCMO	R	<p>15 / 14 groupes 31 / 40 entreprises 154 / 140 participants 8 régions desservies</p> <p>Le manque de disponibilité des formateurs dans une courte période de temps et le report (en raison d'une tempête) d'une activité de formation dans le Bas-Saint-Laurent (elle a eu lieu en mai 2018) expliquent principalement l'écart visant deux des trois cibles. <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.2.2)</u></p>	<p>Altek portes et fenêtres Aluminart Architectural Atis. Bermex Boccam Canadel Conception MB Ébénisterie Clef de voute Ébénisterie LG Martel Ébénisterie Piché Epsilon Fornirama Gibo Groupe Nord-Fab L. Martin Logiflex Masonite Meubles Foliot Meubles Via Portes Baillargeon Portes Bourassa Portes ID doors Portes LaFlamme Portes Lambton Portes Vaillancourt Résiver (Novatech) Robover Roland Boulanger Treebone DesignUltima fenestration, Vitre-art</p>		

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnons et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (insérer R, N, P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Opérateur de machines industrielles	RCMO	Proposer l'activité à cinq manufacturiers.	5	5	DDCIS	R	34 attestations 35 certificats 4 / 5 manufacturiers (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.7)			
Ébéniste	RCMO	Proposer l'activité à cinq manufacturiers.	5	2	DDCIS	R	13 attestations 13 certificats 4 / 5 manufacturiers (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.7)			
Peintre-finiisseur	RCMO	Proposer l'activité à cinq manufacturiers.	5	2	DDCIS	R	5 attestations 6 certificats 3 / 5 manufacturiers (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.7)			
Assembleur de portes et fenêtres	RCMO	Proposer l'activité à cinq manufacturiers.	5	10	DDCIS	R	4 attestations 6 certificats 3 / 5 manufacturiers (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.7)			
Couturier de meubles	RCMO	Proposer l'activité à trois manufacturiers.	3	2	DDCIS	P	0 attestations 0 certificats 3 / 3 manufacturiers			

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnes et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.1 Activités reliées au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

3.1.1 Description des activités par métier dont la stratégie de développement des compétences est le PAMT

Activités ¹ ou métiers ²	Description des activités	Indicateurs et résultats visés (incluant les estimations de cibles par métier)	Nombre (si applicable)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si obtenu)	État de réalisation (inscrire R - N - P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ⁴	Nombre (si applicable)	
			Entreprises	Participants					Entreprises	Participants
Remboureur	RCMO	Proposer l'activité à trois manufacturiers.	3	2	DDCIS	P	0 attestations 0 certificats 5 / 3 manufacturiers			
Tous les métiers normés par notre secteur	Suivi de la promotion par le réseau d'Emploi-Québec	Voir le Canevas d'estimation des besoins soumis à Emploi-Québec par les membres du CA.			Budget opérationnel d'Emploi-Québec	P	Assembleur de portes et fenêtres : 58 / 125 Couturier de meubles : 34 / 25 Ébéniste : 158 / 289 Opérateur de machines industrielles : 239 / 300 Peintre-finiisseur : 67 / 105 Remboureur : 56 / 36 Compagnon .../ 300 Total : 612 <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.2.2)</u>			

¹Activités possibles : promotion générale des normes, formation des compagnes et compagnons, autre projet intégrant les normes

²Indiquer la cible globale par métier seulement

³R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

⁴Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES ou établissement d'enseignement, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

3

Contribuer au développement, à la reconnaissance et à la pleine utilisation des compétences de la main-d'œuvre (incluant les activités hors Cadre)

3.2 Activités de développement des compétences et de formation de la main-d'œuvre qui ne s'inscrivent pas dans le Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (CDRCMO)

Nom de l'activité ou du programme	Description	Indicateurs et résultats visés	Nombre (si pertinent)		Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (insérer R, N, P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Développement de programmes ²	Collaboration ³	Nombre (si pertinent)	
			Entreprises	Participants						Entreprises	Participants
Formation des superviseurs/ contremaîtres	Suite à l'étude de pertinence sur le développement d'une norme professionnelle.	Donner des suites au rapport qui a été réalisé.			DDCIS	R	Mentionner le nombre de participants à la formation de contremaître. 4 / 4 groupes 45 / 48 participants 11 / 12 entreprises (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.2.2)				
Adéquation formation/ emploi	Participer aux travaux du MELS sur la mise à jour des programmes d'étude lorsque la demande se manifestera auprès du Ministère.	Participation aux analyses de situation de travail et la validation des compétences requises selon l'agenda des travaux du Ministère.			DDCIS	R	Développement de l'AEP assembleur de portes et fenêtres en formule d'alternance travail/études avec trois commissions scolaires Participation aux Journées de réflexion du MEQ sur la formation professionnelle (Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.4)				

¹R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

²Cochez la case si le développement, l'adaptation ou la mise à jour du contenu du programme de formation continu a été complété dans l'année.

³Exemples de collaborations : experts de métiers, entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES ou établissement d'enseignement, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle, etc.

ORIENTATION

4

Contribuer au renforcement et améliorer les pratiques en gestion des ressources humaines dans les entreprises.

Nom de l'activité ou de l'outil	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrire R-11-P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Contremaître	Dans le but d'avoir de meilleures pratiques de GRH, réaliser la formation des contremaîtres afin qu'ils se situent mieux dans leur rôle de communiquer efficacement, d'avoir plus de leadership, de favoriser la collaboration, de gérer les conflits et de résoudre des problèmes relationnels.	4 groupes de formation en plus de permettre d'obtenir 48 000 \$ de contribution des manufacturiers aux 10 % d'autofinancement du CSMO	FDRCMO 61 211 \$	R	4 / 4 groupes 45 / 48 participants 11 / 12 entreprises <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.2.2)</u>	Meubles Foliot Bermex Bois-Franc Rive-Sud Canadel Comptoir St-Denis Conception MB Ébénisterie Rémi Pierre Fabelta Groupe Bois d'Or L'Ami du Bois Moderco Portes et fenêtres Président	
Assembleur de portes et fenêtres	Qualifier des travailleurs pour qu'ils puissent obtenir une AEP en assemblage de portes et fenêtres.	Former deux groupes de 12 travailleurs dans deux régions du Québec et obtenir une contribution de 4800 \$ des manufacturiers aux 10 % d'autofinancement du CSMO.	FDRCMO Programme de formation de courte durée	P	Projet déposé et accepté au FDRCMO pour réaliser des activités de formation en janvier 2019. <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.1.4)</u> Trois avis régionaux (Lanaudière, Montérégie, Chaudière-Appalaches) visant à confirmer la demande d'assembleur de portes et fenêtres <u>(Réalisation vs Plan d'action CPMT)</u>		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaborations : Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle, centre de formation professionnelle, etc.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, associations sectorielles, Emploi-Québec, etc.

ORIENTATION

4

Contribuer au renforcement et améliorer les pratiques en gestion des ressources humaines dans les entreprises.

Nom de l'activité ou de l'outil	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation <small>Inscrire R-N-P</small>	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Faire connaître les outils conçus par notre CSMO pour gérer le capital humain, lors de visites en entreprise, par téléphone ou via nos outils de communication.	Guides de formation <i>SolutionsRH.net</i> (logiciel) PAMT Comité de formation Formation des compagnons Reconnaissance des compétences	Cibler 50 entreprises pour des visites, 150 par téléphone et 1200 par nos moyens de communication ou les acteurs actifs dans le but de proposer des solutions de main-d'œuvre en milieu de travail adaptées à la vision proposée par la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Proposer un plan de communication, un processus d'estimation des besoins en continu et une prestation de services en conséquence.	DDCIS	R	95 / 50 entreprises 350 / 150 entreprises (appels téléphoniques) 1800 / 1200 entreprises (diffusion outils via COM) L'enquête salariale a permis de dépasser les objectifs.		
Promouvoir le concept Employeur de choix.	Participer à l'amélioration des pratiques de GRH dans un esprit de concertation, et en collaboration avec d'autres CSMO.	Avec d'autres CSMO, proposer une journée thématique qui réunira 15 entreprises du secteur avec leurs représentants patronaux et syndicaux.	DDCIS	R	Participation au Grand Rendez-vous RH en 2017-2018 comme observateur. Le CSMO sera un acteur actif dans l'organisation en 2018-2019.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaborations : Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle, centre de formation professionnelle, etc.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, associations sectorielles, Emploi-Québec, etc.

ORIENTATION

4

Contribuer au renforcement et améliorer les pratiques en gestion des ressources humaines dans les entreprises.

Nom de l'activité ou de l'outil	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation <small>Inscrire R-N-P</small>	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Suggérer de mettre sur pied des comités paritaires de formation dans les entreprises du secteur pour assurer une bonne représentation des besoins de formation entre les travailleurs et les employeurs du secteur.	Représentants des employeurs et des travailleurs des entreprises participantes. AFMQ-AFDICQ-AVFQ	Traduire l'esprit de concertation présent au sein du CSMO dans les entreprises du secteur en vue de soutenir la structuration de la formation en milieu de travail.	2 entreprises participantes	R	4 / 2 Réalisation d'un projet de reconnaissance des compétences en Estrie en concertation avec les acteurs du milieu.	Portes Lambton	
	CSN-FTQ-CSD	Proposer d'implanter des comités paritaires de formation (concertation patronale-syndicale) afin de faire valoir le leadership du Comité sectoriel dans le processus du partage des enjeux de main-d'œuvre et de la mise en œuvre de solutions concertées.		P	Réalisation d'un projet de reconnaissance des compétences en Montérégie en concertation avec les acteurs du milieu. Réalisation d'un projet de reconnaissance des compétences dans la région de Lanaudière en concertation avec les acteurs du milieu. Réalisation d'un projet de reconnaissance des compétences dans la région de Lanaudière. <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 3.2)</u>	Novatech Portes Dimension Portes Bourassa	

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaborations : Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle, centre de formation professionnelle, etc.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, associations sectorielles, Emploi-Québec, etc.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P ¹)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Auprès des manufacturiers et des travailleurs	Établir une veille qui nous permettra, lors de nos interventions et visites en entreprise, de recueillir une estimation des besoins en regard du développement de la main-d'œuvre et de l'emploi.	Toutes les fois que nous établirons un contact avec les manufacturiers. Dresser une liste de priorités en vue de définir les prochains axes d'intervention du CSMO, en remplissant une fiche d'analyse des besoins.	70 questionnaires complétés	R	175 / 70 questionnaires Nous avons dépassé l'objectif en raison du nombre de visites en entreprise dans la région de l'Estrie (en prévision d'une conférence exploratoire régionale) et d'un nombre de répondants à l'enquête salariale 2018 sur le volet des besoins de main-d'œuvre et de formation. Enquête salariale : 138 questionnaires. <u>(Réalisation vs Plan d'action concerté en adéquation de la CPMT, 1.2.3)</u>	Liste sur demande Liste Enquête salariale Liste sur demande	
Diffuser la connaissance sectorielle et régionale du marché du travail des travaux qui seront réalisés lors des rencontres avec les Directions de planification d'Emploi-Québec.	Faire connaître davantage les besoins de main-d'œuvre, de formation et de qualification des manufacturiers.	Diffuser l'information dans les canaux de communication du Comité sectoriel (ex. : bulletin d'information, infolettre électronique, site Web <i>Clicemplois.net</i> , publicité, médias sociaux, partenaires de diffusion).	DDCIS	R	Partager une connaissance des besoins du marché du travail en lien avec les résultats du diagnostic sectoriel. Direction régionale de l'Estrie. Tournée du ministre Blais avec le Conseil régional et la Direction régionale de Chaudière-Appalaches. Tournée du ministre Blais avec le Conseil régional et la Direction régionale de Montréal. Direction régionale de Lanaudière. Direction régionale de la Montérégie.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MÉES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P ¹)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Présenter le dynamisme de l'emploi aux intervenants régionaux du service aux entreprises, aux personnes en processus d'orientation	Promouvoir les métiers et les professions de l'industrie.	Participer aux tournées régionales des comités sectoriels afin de faire connaître les outils et ressources du CSMO. Diffuser l'information dans les canaux de communication du Comité sectoriel (ex. : bulletin d'information, infolettre électronique, site Web <i>Clicemplois.net</i> , publicité, médias sociaux, partenaires de diffusion).	DDCIS	N R	Il y a eu une tournée régionale dans la région de l'Outaouais, mais nous n'y avons pas participé. Bulletin imprimé <i>Info Main-d'œuvre</i> (1). Veille électronique <i>InfoClicemplois</i> (1). Veille électronique <i>InfoSolutionsRH</i> (1). Réseaux sociaux (<i>Youtube, Facebook, Twitter, Instagram, DailyMotion</i>). Fiche promo des carrières <i>Clicemplois.net</i> . Vidéo sur l'industrie (approche-produit). Fiche promo Normes professionnelles. Fréquentation des plateformes Web <i>Clicemplois.net</i> (carrières) : 2636 utilisateurs distincts (88 % de nouveaux visiteurs). C'est une baisse de 40 % depuis un an. Il y a une contraction de la fréquentation de la plateforme Web en raison de plusieurs facteurs : la récurrence des mêmes contenus depuis 18 ans, les lacunes d'indexation dans les pages HTML (SEO), le manque de visibilité prioritaire dans les résultats de recherche de Google (<i>AdWord</i>), le déplacement d'une fraction des jeunes vers les réseaux sociaux et la multiplication des outils et sources d'information auprès des conseillers		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (inscrire R - N - P ¹)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
					<p>d'information et d'orientation scolaires. Un bon nombre des contenus remonte à la création du site au début des années 2000, la balance entre 2000 et 2004. Mais depuis 14 ans, nous avons produit sept vidéos sectorielles, la dernière en 2015.</p> <p>Il existe donc peu de matériel qui témoigne de l'évolution récente des métiers semi-spécialisés, techniques, des carrières en demande, des nouvelles professions à saveur technologique. Or, sur le Web, c'est la nouveauté qui attire l'attention. Un plan de communication sur trois ans à déposer en 2018-2019 proposera des solutions (contenu, réseautage des partenaires, outil à valeur ajoutée et visibilité Web) dans une perspective de rareté de main-d'œuvre chez les manufacturiers.</p> <p>Réseaux 2.0 (Facebook, Twitter, Instagram) : 3500 visionnements</p> <p>Console Youtube : 470 000 visionnements depuis 11 ans (+20 000), largement une clientèle jeunesse. Et 175 abonnés</p> <p>Infolettre électronique du CSMO, InfoClicemplois : 2500 relayeurs des réseaux d'Emploi-Québec et du ministère de l'Éducation</p> <p>Infolettre électronique InfoSolutionsRH : 14 000 manufacturiers (+400)</p> <p>SolutionsRH.net (compétences) : 1260 utilisateurs distincts (87 % de nouveaux visiteurs) dans la partie publique du portail. Stable sur deux ans</p> <p>SolutionsRH.net – logiciel : 123 abonnés (+ 7)</p> <p>LinkedIn : 325 dirigeants et gestionnaires d'entreprises de l'industrie</p> <p>Autres réseaux 2.0 (Facebook, Twitter, etc.) : 2000 visionnements</p>		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation littère R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
				R	Diffusion des outils Dépliant-Normes professionnelles (Formation en entreprise) : 250 copies Infopub-courriel-Normes professionnelles : 900 entreprises Infopub-courriel-Reconnaissance des compétences : 900 entreprises Infopub-courriel-Formation des compagnons : 900 entreprises Infopub-courriel-Formation des superviseurs : 900 entreprises Infopub-courriel-Enquête salariale 2018 : 1400 entreprises Fiche promo Cliquez sur ta carrière : 3000 copies DVD sur le visage de l'emploi par produit : 3000 copies DVD sur le PAMT : 400 copies DVD - extranet SolutionsRH.net : 50 copies DVD sur l'implantation d'un comité de formation : 50 copies		
		Poursuivre la production de matériel vidéo, papier et numérique afin de faire connaître le visage de l'emploi et l'évolution du marché du travail.		R	Production d'une fiche sur les normes professionnelles (Formation en entreprise). Mise à jour de descriptifs relatifs aux carrières du site <i>Clicemplois.net</i> . Production d'une publicité sur les métiers en demande qui est encartée dans la fiche <i>Cliquez sur ta carrière</i> . Plan de développement de mise à jour des métiers en demande et des nouvelles professions à amorcer en 2018-2019.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inséré R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Rendre accessible l'information sur le marché du travail auprès des partenaires de l'employabilité et du réseau de l'Éducation.	Mettre en valeur les métiers de l'industrie par le biais des moyens de communication du CSMO et du réseautage de ses partenaires de diffusion.	Produire et diffuser trois bulletins d'information (papier et numériques) qui seront distribués à plusieurs milliers d'agents d'information d'Emploi-Québec et du MELS, d'entreprises et de représentants syndicaux.	DDCIS	R	<p>Bulletin imprimé <i>Info Main-d'œuvre</i> (1). Veille électronique <i>InfoClicemplois</i> (1). Veille électronique <i>InfoSolutionsRH</i> (1). Réseaux sociaux (<i>Youtube, Facebook, Twitter, Instagram, DailyMotion</i>). Publicité dans les canaux de partenaires : AQISEP et Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec. Fiche promo des carrières <i>Clicemplois.net</i>. Vidéo sur l'industrie (approche par produit). Document de réflexion sur la stratégie de réseautage et de partage d'information avec les organismes d'intégration à l'emploi, dont ceux qui évoluent dans l'immigration. Réseautage entamé auprès de plusieurs de ces organismes lors de l'événement <i>Quariera</i>, notamment <i>Axtra</i> et <i>Promis</i> (projet en cours). Idem au <i>Salon de l'immigration et de l'intégration à l'emploi de Montréal</i>.</p>		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inscrit R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
Réaliser des activités de communication spécifiques.	Diffuser le Diagnostic sectoriel 2015-16 des besoins de main-d'œuvre et de formation.	Rendre disponibles les données sur le site <i>Clicemplois.net</i> et dans les canaux de communication du Comité sectoriel.	DDCIS	R	<i>Clicemplois.net</i> (section Publications). <i>SolutionsRH.net</i> (section Publications). Préparation du canevas de diffusion complémentaire du volet des besoins de main-d'œuvre de l'enquête salariale 2018 à utiliser à l'automne de la même année.		
	Diffuser le Plan d'action stratégique 2016-2019.	Rendre disponibles les données sur le site <i>Clicemplois.net</i> et dans les canaux de communication du Comité sectoriel.	DDCIS	R	<i>Clicemplois.net</i> (section Publications). <i>SolutionsRH.net</i> (section Publications). Tournée régionale d'Emploi-Québec. Organismes d'intégration à l'emploi, d'accueil et d'intégration des immigrants et réfugiés. Manufacturiers. Partenaires lors des visites en Estrie et dans la Beauce en prévision de la conférence exploratoire régionale sur la problématique de recrutement.		
	Diffuser le Plan d'action 2017-2018.	Rendre disponibles les données sur le site <i>Clicemplois.net</i> et dans les canaux de communication du Comité sectoriel.	DDCIS	R	<i>Clicemplois.net</i> (section Publications). <i>SolutionsRH.net</i> (section Publications). Tournée régionale d'Emploi-Québec. 60 visites d'entreprises et partenaires.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inséré R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
	Diffuser la promo sur la reconnaissance des compétences des travailleurs en emploi.	Rendre disponibles les données sur le site <i>Clicemplois.net</i> et dans les canaux de communication du Comité sectoriel.	DDCIS	R	Infopub par courriel : 800 entreprises. <i>SolutionsRH.net</i> (sections Publications et Certification, services du Comité sectoriel). Référence à la mesure lors de l'organisation des activités de formation des compagnons et des superviseurs : Appels téléphoniques : 350. Entreprises visitées : 95.		
	Mettre à jour le répertoire des métiers/professions, des programmes de formation, des entreprises et des publications.	Rendre disponibles les données sur le site <i>Clicemplois.net</i> et <i>SolutionsRH.net</i> .	DDCIS	R	Révision d'informations complémentaires (liens sur IMT, MELS, babillard des postes d'Emploi-Québec, Emploi-Québec) à la description des métiers et professions. Mise à jour de descriptifs de carrières. Mise à jour de la BD à transférer dans le répertoire des employeurs potentiels auprès de 2000 manufacturiers dans le cadre de l'enquête salariale 2018.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inséré R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
	Recenser les ressources RH et produire du matériel numérique, papier et vidéo visant les bonnes pratiques comme employeur de choix.	Rendre disponibles les données sur le site SolutionsRH.net et dans les canaux de communication du Comité sectoriel.	DDCIS	R	<p>Bonification des références sur le site <i>SolutionsRH.net</i>.</p> <p>Mise à jour des programmes d'aide (<i>SolutionsRH.net</i> et infolettre <i>InfoSolutionsRH</i>).</p> <p>Liste des organismes d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes.</p> <p>Ajout d'un nouveau guide sur les normes professionnelles (PAMT).</p> <p>Production de la trousse promo et d'un cahier du participant de la formation des superviseurs (cartable).</p> <p>Lien sur les programmes reliés aux compétences numériques (rapports fédéral et provincial).</p> <p>Promotion des avantages de l'enquête salariale 2018 dans les pratiques de recrutement, d'accueil et d'intégration des employés.</p> <p>Diffusion auprès des employeurs par le biais du Journal <i>Les Affaires</i> : spécial sur l'industrie du meuble.</p>		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MÈES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inséré R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
	Mettre en place un processus d'analyse des besoins de main-d'œuvre et de formation en continu.	Introduire des étapes d'identification, de validation et d'évaluation des préoccupations des manufacturiers auprès de 150 entreprises non jointes lors du dernier sondage.	DDCIS	R	<p>Validation des questionnaires et des applications du système de collecte d'information en ligne servant à recueillir en continu les besoins sectoriels des manufacturiers. Cet outil, combiné à d'autres sources d'information (ex. : données IMT et macroéconomiques), devrait être opérationnel à l'automne 2018. Il doit permettre de colliger les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Besoins immédiats de main-d'œuvre, de formation et de RH en temps réel • Préoccupations d'affaires ayant une incidence sur la main-d'œuvre • Métiers en demande croisés avec la publication des offres sectorielles d'emplois sur le Web • Métiers en déclin, menacés par les nouvelles technologies et ceux qui sont en émergence • Compétences numériques dans les métiers traditionnels et nouveaux • Profils des métiers et de compétences en évolution dans les organisations • Problématiques RH sectorielles sur une base régionale • Échelle salariale par métier • Priorités d'intervention et de suivi 		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MÈES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation insérer R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
	Produire un plan de communication.	Développer du matériel promotionnel et des outils en regard des priorités du Plan d'action triennal.	DDCIS	P	Élaboration préliminaire du plan de communication en fonction de la prochaine planification stratégique prévue en 2019, du nouveau Plan d'action triennal de la CPMT et de la Stratégie nationale de la main-d'œuvre. Proposition à déposer en 2018-2019.		
		Accroître la notoriété des produits et services du Comité sectoriel en ciblant davantage les entreprises moins desservies en entreprise depuis une dizaine d'années.	DDCIS	R	<p>Ciblage prioritaire de cette cohorte (entreprises de 20 employés et moins) dans le cadre de l'enquête salariale, l'organisation des activités de formation des compagnons et des superviseurs : 700 appels téléphoniques en mode CRM. Environ le 1/3 ciblant cette clientèle.</p> <p>25 visites d'entreprises dans les régions de l'Estrie et de la Beauce.</p> <p>Publicité dans le Journal <i>Les Affaires</i>, précisément le cahier manufacturier, industrie du meuble.</p> <p>Recension plus systématique des besoins immédiats par le biais de questionnaires numériques (sur une base volontaire) et relance téléphonique (depuis l'automne 2017).</p>		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MÈES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation (insérer R, N, P)	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
					Envoi d'information et d'infopubs numériques plus personnalisées dans nos canaux de communication (800 à 1200 entreprises, selon le thème). Taux d'ouverture par courriel de plus de 50 % en moyenne.		
		Personnaliser la banque de contacts d'entreprises et de partenaires.	DDCIS	R	La moitié de la mise à jour de la banque de données des entreprises (identification de deux contacts stratégiques par organisation) avant la tenue de l'enquête salariale à l'été et à l'automne 2018.		
		Ajuster le mode d'analyse du besoin et la prestation de services en fonction du Plan d'action stratégique 2016-2019.	DDCIS	R	La phase finale prévue du plan de communication 2015-2018 est complétée. La prestation de services devra à nouveau être ajustée en fonction de l'exercice de planification stratégique 2019, du nouveau Plan d'action triennal de la CPMT et du dépôt de la Stratégie nationale de la main-d'œuvre.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MÈES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

ORIENTATION

5

Contribuer à l'enrichissement de la connaissance du marché du travail par la collecte et la diffusion de l'information stratégique sur les secteurs afin de mieux anticiper les demandes des secteurs et de prévoir leur évolution.

Nom de l'activité ou du produit IMT	Description	Indicateurs et résultats visés	Budget (indiquer la source, l'état de la demande et le montant, si disponible)	État de réalisation Inséré R - N - P	Résultats obtenus (et justification des écarts, s'il y a lieu)	Collaboration ²	Diffusion ³ (préciser)
		Mettre en opération un plan de commandites afin de générer des sources de revenus supplémentaires pour combler les 20 000 \$ d'autofinancement.	DDCIS	P	Après une contre-offre, à l'automne 2017, la proposition faite à <i>Jobillico</i> est toujours à l'étude par le site d'emplois de Québec. Une réponse est attendue en juin 2018. L'organisation des activités de formation des superviseurs (qui a mobilisé beaucoup d'effort sur le plan des communications) a permis de dégager des revenus substantiels qui réduisent l'urgence de trouver des fonds considérables par le biais de la commandite.		
	Archiver les travaux RH et de structuration de la formation dans l'outil de gestion interne de Reddition de comptes.	Entrer les données visant les entreprises touchées en 2016-2017 et compléter celles des années antérieures.	DDCIS	R	L'information sur les entreprises sera intégrée au système de collecte des besoins en continu et aux travaux du Comité sectoriel à l'automne 2018.		
	Mettre en place un système de gestion documentaire à l'interne.	Utiliser une architecture de classement et de repérage.	DDCIS	P	Le travail d'archivage reste à compléter.		
	Mettre à jour et personnaliser la banque de données clients et partenaires.	Identifier les personnes clés et leurs coordonnées dans chaque organisation.	DDCIS	R	Reste à trouver le moyen de réseauter la BD des contacts personnalisés auprès des organismes d'accueil et d'intégration des immigrants et réfugiés. Au plan de COM.		

¹ R : réalisé N : non réalisé P : partiellement réalisé.

² Exemples de collaboration : entreprise, syndicat, Emploi-Québec, grappe industrielle, créneau d'excellence, association sectorielle.

³ Exemples de diffusion : entreprises, syndicats, Emploi-Québec, MEES, MIDI, MEIE, association sectorielle.

A person wearing a white protective suit and a hard hat is walking away from the camera on a factory floor. The background is a blurred industrial setting with various pipes and machinery. The image is overlaid with a dark blue geometric shape in the top left corner.

RAPPORT du vérificateur

FRANÇOIS VEILLEUX CPA INC.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES
PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES
ARMOIRES DE CUISINE**

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2018

Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
Évolution de l'actif net	4
Résultats	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7 à 12
Annexe aux états financiers 2017-2018	Annexe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2018, l'état des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine** au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Montréal
Le 20 juin 2018


CPA auditeur, CA

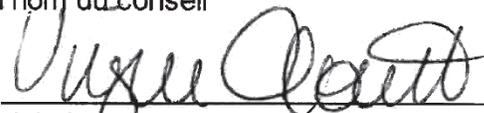
**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

BILAN

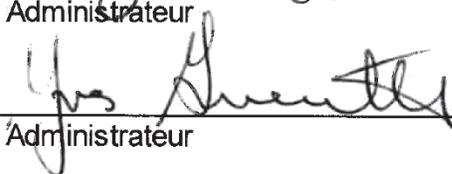
Au 31 mars

	2018	2017
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	149 809	115 552
Subventions à recevoir (note 4)	168 997	130 376
Comptes à recevoir	4 959	762
Taxes à recevoir	19 715	9 376
Frais payés d'avance (note 5)	13 019	12 926
	<u>356 499</u>	<u>268 992</u>
Immobilisations corporelles (note 6)	<u>19 220</u>	<u>22 649</u>
	<u>375 719</u>	<u>291 641</u>
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 7)	149 260	101 534
Réserve budgétaire DDCIS	25 000	25 000
Subventions reportées (note 8)	-	30 605
	<u>174 260</u>	<u>157 139</u>
Subventions reportées afférentes aux immobilisations (note 9)	<u>18 528</u>	<u>21 957</u>
Total du passif	<u>192 788</u>	<u>179 096</u>
ACTIF NET		
Investi en immobilisations	692	692
Affectation d'origine interne (note 3)	63 773	63 773
Affectation d'origine externe (note 3)	116 774	46 388
Non affecté	1 692	1 692
	<u>182 931</u>	<u>112 545</u>
	<u>375 719</u>	<u>291 641</u>

Au nom du conseil



Administrateur



Administrateur

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
Pour l'exercice terminé le 31 mars**

	2018				
	Investis en immobilisations	Affectation d'origine interne note 3	Affectation d'origine externe note 3	Non Affecté	Total
Actif net au début	692	63 773	46 388	1 692	112 545
Excédent des produits sur les charges				70 386	70 386
Virement			70 386	(70 386)	-
Actif net à la fin	692	63 773	116 774	1 692	182 931

	2017				
	Investis en immobilisations	Affectation d'origine interne note 3	Affectation d'origine externe note 3	Non Affecté	Total
Actif net au début	692	63 773	20 717	5 152	90 334
Excédent des produits sur les charges				22 211	22 211
Virement			25 671	(25 671)	-
Actif net à la fin	692	63 773	46 388	1 692	112 545

Voir les notes afférentes aux états financiers

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2018	2017
PRODUITS		
Subventions (note 10)	631 148	545 282
Revenus - Autofinancement	102 168	53 139
Revenus d'intérêts	1 233	631
	734 549	599 052
CHARGES		
Salaires et charges sociales	288 032	273 481
Honoraires de consultants	127 841	43 454
Frais de conférences et salons	53 146	49 901
Loyer	43 532	43 880
Déplacements	29 383	20 734
Frais de réunions	19 116	11 709
Honoraires professionnels	17 977	18 069
Travaux à forfait	13 805	17 379
Imprimerie et graphisme	10 816	14 299
Téléphone et communications	8 951	6 685
Amortissement	7 946	8 296
Taxes de ventes non remboursées	7 705	2 598
Frais de gestion	7 120	5 722
Frais de courrier	5 738	6 936
Frais de bureau	5 714	4 067
Électricité	5 161	5 037
Entretien et réparations	3 971	5 910
Assurances	3 143	2 766
Publicité et promotion	1 553	7 315
Frais bancaires	1 323	1 336
Documentation	1 281	830
Taxes et permis	909	872
Dépenses non remboursées pour projet formation de compagnons	-	25 493
Frais de représentation	-	72
	664 163	576 841
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	70 386	22 211

Voir les notes afférentes aux états financiers

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

	2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	70 386	22 211
Poste ne touchant pas les liquidités		
Amortissement	7 946	8 296
Amortissement des subventions reportées - immobilisations	(7 946)	(8 296)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes à recevoir	(4 197)	(762)
Taxes à recevoir	(10 339)	2 337
Frais payés d'avance	(93)	2
Créditeurs	47 726	(16 022)
	<u>103 483</u>	<u>7 766</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions à recevoir	(38 621)	(39 285)
Réserve budgétaire DDCIS	-	22 271
Subventions reportées	(30 605)	19 676
Subventions reportées - immobilisations	4 517	2 252
	<u>(64 709)</u>	<u>4 914</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(4 517)	(2 252)
	<u>(4 517)</u>	<u>(2 252)</u>
AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	34 257	10 428
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>115 552</u>	<u>105 124</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>149 809</u></u>	<u><u>115 552</u></u>

Voir les notes afférentes aux états financiers

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

1) STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le comité est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la partie III de la loi sur les compagnies du Québec. Le comité est exempté d'impôts. Son objectif est le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les secteurs des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des dépenses d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les dépenses auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

L'organisme comptabilise ses intérêts et ses revenus d'autofinancement selon la comptabilité d'exercice.

Immobilisation corporelles

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Les améliorations locatives amorties selon la méthode linéaire sur 5 ans. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif sur leur durée de vie utile estimative, soit à des taux de 20% pour le mobilier et équipement et de 30% pour le matériel informatique.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et passifs éventuels à la date de clôture ainsi que sur les montants des produits et des charges de l'exercice. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations. Les éléments importants des états financiers qui requièrent l'utilisation sont le degré de réalisation des projets. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie le solde bancaire et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

2) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de comptes à recevoir, taxes à recevoir et subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, la réserve budgétaire et subventions reportées.

3) AFFECTATIONS

Affectation d'origine interne

Le conseil d'administration du comité a maintenu son fonds de réserve de à 63 773\$, en vue de projets futurs. Cette somme provenait des surplus accumulés avant que le comité ne soit constitué en société selon la partie III de la loi sur les compagnies du Québec. L'organisme ne peut utiliser à d'autres fins ces montants grevés d'affectation d'origine interne sans le consentement préalable du conseil d'administration.

Affectation d'origine externe

Les revenus d'autofinancement qui ne sont pas dépensés au cours du même exercice se retrouvent dans l'affectation d'origine externe. L'organisme doit utiliser ces montants grevés d'affectation d'origine externe en lien avec son fonctionnement et le consentement préalable du conseil d'administration.

4) SUBVENTIONS À RECEVOIR

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
CPMT - DDCIS	74 200	90 208
Diagnostic - sectoriel		-
RCP		1 129
CPMT - FDRCMO - Enquête salariale	12 500	-
CPMT - FDRCMO - Coordonateur de formation	33 496	7 000
CPMT - FDRCMO - Formation compagnons II	-	32 039
CPMT - FDRCMO - Formation compagnons III	21 943	
CPMT - FDRCMO - Formation de contremaîtres	26 858	-
	<u>168 997</u>	<u>130 376</u>

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

5) FRAIS PAYÉS D'AVANCE

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
Loyer	10 477	10 477
Assurances	1 042	949
Autres	1 500	1 500
	13 019	12 926

6) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2018</u>		<u>2017</u>	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	11 574	9 646	11 574	7 331
Mobilier et équipement	51 256	47 403	51 256	46 680
Matériel informatique	90 039	76 600	85 522	71 692
	152 869	133 649	148 352	125 703
Amortissement cumulé	133 649		125 703	
Valeur nette	19 220		22 649	

7) CRÉDITEURS

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
Comptes à payer	78 637	32 413
Frais courus	4 000	4 000
Prime de séparation courus	39 930	36 923
Vacances à payer	22 012	17 142
Salaires courus	4 681	4 970
REER à payer	-	6 086
	149 260	101 534

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

8) SUBVENTIONS REPORTÉES

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
FDRCMO		
Formation des contremaîtres	-	30 605
	-	30 605
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Solde au début de l'exercice	30 605	63 883
Moins: montant constaté à titre de produits au cours de l'exercice	(30 605)	(63 883)
Plus: montant reçu pour l'exercice suivant	-	30 605
	-	30 605

9) SUBVENTIONS REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
Solde d'ouverture	21 957	28 001
Plus: subventions pour acquisitions d'immobilisations	4 517	2 252
Moins: montant amortis dans les résultats	(7 946)	(8 296)
Solde de clôture	18 528	21 957

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

10) SUBVENTIONS

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	\$	\$
CPMT		
DDCIS	400 000	375 631
RCP	-	1 129
Coordonateur à la formation IV	-	(309)
Coordonateur à la formation V	-	70 000
Coordonateur à la formation VI	71 361	-
Enquête salariale	25 000	-
FDRCMO		
Formation de compagnons	-	(2 571)
Formation de compagnons II	4 297	71 197
Formation de compagnons III	69 597	-
Formation de contremaîtres	26 859	30 605
Soutenir la gestion de la formation dans les entreprises	-	4 841
Excédent frais de gestion non utilisé	-	8 391
	<u>597 114</u>	<u>558 914</u>
Plus : Subventions reportées en début d'exercice		
FDRCMO		
Formation de contremaîtres	30 605	-
Formation de compagnons	-	5 596
Soutenir la gestion de la formation dans les entreprises	-	5 333
	<u>30 605</u>	<u>10 929</u>
Moins : Subventions reportées en fin d'exercice		
FDRCMO		
Formation de contremaîtres	-	30 605
	-	<u>30 605</u>
Subvention reportée - immobilisations	(4 517)	(2 252)
Amortissement de la subvention reportée - immobilisations	7 946	8 296
Subventions à l'état des résultats	<u>631 148</u>	<u>545 282</u>

**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES
ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2018**

11) CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Le conseil d'administration a adopté une politique pour la comptabilisation des contributions des partenaires, cette politique comprend une grille de taux horaires qui sera révisée au début de chaque exercice financier.

Au cours de l'exercice, les partenaires ont offert leurs services à l'organisme pour une valeur de 49 500\$ (49 500\$ en 2017). Ces contributions des partenaires ne sont pas constatées dans les états financiers de l'organisme à la demande de la Commission des partenaires du marché du travail.

13) ENGAGEMENTS

L'organisme est partie à un bail pour la location de sa place d'affaires et d'un espace d'entreposage. La durée du bail est du 1^{er} février 2014 au 31 janvier 2021 avec une option de renouvellement de 5 ans. Le loyer sera indexé annuellement selon l'Indice global des prix à la consommation. Les engagements de l'organisme en vertu de ces contrats de location-exploitation s'élève à 116 040\$ au terme de ces baux. Les versements pour les prochains exercices sont : 2019, 42 923\$; 2020, 39 882\$, 2021, 33 235\$.

14) INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ces instruments financiers, est exposé à divers risques.

Risque de crédit

L'organisme a enregistré des subventions à recevoir et autres recevables. Ces montants ont été reçus peu après la fin de son exercice financier. L'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

ANNEXE AU RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT - 2017-2018

PARTIE 1 BUDGET DU COMITÉ (voir le guide page 2)

BUDGET SELON L'ENTENTE-CADRE

Initial accordé : 400 000.00

Modifié autorisé (le cas échéant) :

PARTIE 2 ÉTAT DES DÉPENSES SELON LES SOURCES DE REVENU (voir le guide page 2)

2.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL - DDCIS

Contribution totale réclamée et encaissée au 31 mars 2018	325 800.00
Contribution totale réclamée mais encaissés après le 31 mars 2018 (dernière tranche)	74 200.00
Contribution totale réclamée pour l'exercice :	400 000.00
Réserve budgétaire DDCIS disponible de l'année antérieure (s'il y a lieu) (voir le guide page 2)	25 000.00
TOTAL DES SOMMES DISPONIBLES :	425 000.00

2.2 UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES (voir le guide page 2)

2.2.1 DÉPENSES DE L'EXERCICE (selon la comptabilité d'exercice)

- Frais de fonctionnement

	BUDGET PRÉVU	COÛT RÉEL
Masse salariale associée au fonctionnement du comité	218 000.00	218 032.00
Autres frais de fonctionnement	182 000.00	177 451.00
Amortissement des immobilisations		7 946.00
Total - Fonctionnement :	400 000.00	403 429.00

- Frais d'activités

	BUDGET PRÉVU	COÛT RÉEL
Total - Activités :	0.00	0.00
Grand Total des sommes dépensées :	400 000.00	403 429.00

2.2.2 AUTRES UTILISATIONS DES SOMMES DISPONIBLES

- Immobilisation

Plus : Investissements de l'exercice	4 517.00
Moins : Amortissement des apports reportés de l'exercice	7 946.00

- Frais payés d'avance

Plus : Utilisation de l'exercice des sommes disponibles	
Moins : Frais payés d'avance d'exercices antérieurs passés en charge dans l'exercice (fonctionnement)	
Moins : Frais payés d'avance d'exercices antérieurs passés en charge dans l'exercice (activités)	

- Autres

Plus : (spécifiez)	
Moins : (spécifiez)	

Total - Variation de l'exercice : -3 429.00

UTILISATION TOTALE DES SOMMES DISPONIBLES : 400 000.00

EXCÉDENT			
(voir le guide page 3)	1.	Solde non utilisé des sommes disponibles (4-13)	25 000.00
	2.	Moins la réserve budgétaire maximale autorisée selon l'Entente-cadre	25 000.00
	3.	Montant remboursable à la DDCIS le cas échéant (excédent du 25 000 \$)	0.00
	4.	Réserve budgétaire disponible pour l'exercice suivant*	25 000.00

*Si le solde de la réserve budgétaire disponible est positif, ce montant doit être présenté au bilan dans les apports reportés afférents au fonctionnement

2.3 REVENUS GÉNÉRÉS DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES
(Fonds affectés non inclus dans la réserve budgétaire de l'entente-cadre, guide p. 3)

SOLDE DES REVENUS GÉNÉRÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE **46 388.00**

Plus: -- FRAIS DE GESTION FDRCMO DE L'EXERCICE

Voir la ventilation des projets au point 2.6 Frais de gestion FDRCMO - total : 7 120.00 16

-- AUTRES REVENUS GÉNÉRÉS (Précisez la nature)

Revenus d'inscriptions - formation des contremaîtres (5,22)	57 500.00
Revenus d'inscriptions - formation des compagnons (5,23)	3 400.00
Revenus d'inscriptions - formation des compagnons (5,24)	28 400.00
Revenus d'intérêts	1 233.00
Revenus de location	12 868.00
Autres revenus générés - total :	103 401.00

TOTAL - REVENUS GÉNÉRÉS : **110 521.00**

Moins : Frais reliés aux revenus générés

-- FRAIS DE GESTION FDRCMO

0081-18649 Formation des compagnons (5,23)	7 120.00
Frais de gestion FDRCMO - total :	7 120.00

-- AUTRES FRAIS reliés aux revenus générés

Dépenses autonomes (5,22)	1 875.00
Dépenses autonomes (5,23)	14 836.00
Dépenses autonomes (5,24)	10 936.00
Dépenses autonomes	5 368.00
Autres frais reliés aux revenus générés - total :	33 015.00

TOTAL - FRAIS RELIÉS AU REVENUS GÉNÉRÉS **40 135.00**

SOLDE DES REVENUS GÉNÉRÉS À LA FIN DE L'EXERCICE **116 774.00**

VARIATION DE L'EXERCICE	FDRCMO :	(16-18)	0.00
	Autres :	(17-19)	70 386.00
	Total :		70 386.00

2.4- AUTRES PROJETS SPÉCIFIQUES – Contribution financière de la CPMT-DDCIS (voir le guide page 4)

1. Titre du projet :	Salaire coordonateur 16-17	Contribution accordée :		70 000.00
N° contrat/entente :	501 149-1		Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :	7 000.00	70 000.00
		Dépenses réelles :	0.00	70 000.00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

2. Titre du projet :	Salaire coordonateur 17-18 (4,09)	Contribution accordée :		75 730.00
N° contrat/entente :	539 808-1		Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :	37 865.00	37 865.00
		Dépenses réelles :	71 361.00	71 361.00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		(33 496.00)

3. Titre du projet :	Enquête salariale (4,10)	Contribution accordée :		25 000.00
N° contrat/entente :	563 454-1		Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :	12 500.00	12 500.00
		Dépenses réelles :	25 000.00	25 000.00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		(12 500.00)

4. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

5. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

6. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

7. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

8. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

9. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

Sommaire Projets spécifiques DDCIS	Subvention reçue :	57 365 00	Total à reporter :	0.00	24
	Dépenses réelles :	96 361 00	Total (à recevoir) :	(45 996 00)	25

2.5- PROJET MAJEUR – Contribution financière (voir le guide page 4)

1. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :			Pour l'exercice	Cumulatif
		Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

Sommaire Projet majeur	Subvention reçue :	0.00	Total à reporter :	0.00	26
	Dépenses réelles :	0.00	Total (à recevoir) :	0.00	27

2.6 - PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE (FDRCMO) (voir le guide page 5)

1. Titre du projet : Formation des contremaîtres (5,22)		Contribution accordée :		55 647,00
N° contrat/entente :	0081-18469	Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :	2 783,00	30 606,00
		Dépenses réelles :	57 464,00	57 464,00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		(26 858,00)
2. Titre du projet : Formation des compagnons (5,23)		Contribution accordée :		71 197,00
N° contrat/entente :	0081-18586	Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice : 7 120,00	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :	32 776,00	68 374,00
		Dépenses réelles :	-2 823,00	68 374,00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
3. Titre du projet : Formation des compagnons (5,24)		Contribution accordée :		86 643,00
N° contrat/entente :	0081-19195	Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :	47 654,00	47 654,00
		Dépenses réelles :	69 597,00	69 597,00
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		(21 943,00)
4. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
5. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
6. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
7. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
8. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
9. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
10. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-
11. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :		Pour l'exercice		Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :	Les montants de cet encadré <u>excluent</u> les frais de gestion	Subvention reçue :		
		Dépenses réelles :		
		Solde à reporter :		-
		ou à recevoir :		-

2.6 - PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE (FDRCMO) Suite

12. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
13. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
14. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
15. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
16. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
17. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
18. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
19. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
20. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-
21. Titre du projet :		Contribution accordée :		
N° contrat/entente :	Les montants de cet encadré excluent les frais de gestion	Subvention reçue :	Pour l'exercice	Cumulatif
Frais de gestion pour l'exercice :		Dépenses réelles :	Solde à reporter :	-
			ou à recevoir :	-

Sommaire Projets FDRCMO	Subvention reçue :	83 213.00	Total à reporter :	0.00	28
	Dépenses réelles :	124 238.00	Total (à recevoir) :	(48 801.00)	29
	Frais de gestion :	7 120.00			30
	Dép. réelles + Frais de gestion :	131 358.00			31
2.7 SOMMAIRE 2.4 à 2.6	Subvention reçue :	140 578.00	Total à reporter :	0.00	
	Dépenses réelles :	220 599.00	Total (à recevoir) :	(94 797.00)	

2.8 - SOMMAIRE DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE (voir le guide page 5)

2.8.1 - DDCIS - Entente-cadre

Revenus		
Subvention DDCIS selon l'Entente-cadre - Frais de fonctionnement	(5-13+2-8-10a)	395 483.00
Subvention DDCIS selon l'Entente-cadre - Frais d'activités	(6-10b-12)	0.00
Sous-total :		395 483.00
Utilisation (augmentation) de la réserve budgétaire	(13-2)	0.00
Immobilisations - Amortissement des apports reportés de l'exercice	(8)	7 946.00
Frais payés d'avance de l'exercice antérieur passés en charge	(10a+10b)	0.00
Autres :	(12-11)	0.00
Total - Revenus		403 429.00
Dépenses		
Dépenses de fonctionnement	(5)	403 429.00
Dépenses d'activités	(6)	0.00
Total - Dépenses		403 429.00
Excédent (insuffisance) - DDCIS Entente-cadre		0.00

2.8.2 - DDCIS - Autres projets spécifiques

Revenus - Subvention DDCIS - autres projets spécifiques	(25)	96 361.00
Dépenses - Activités DDCIS autres projets spécifiques	(25)	96 361.00
Excédent (insuffisance) - Autres projets spécifiques		0.00

2.8.3 - Projets majeurs (PM)

Revenus - Subvention - PM	(27)	0.00
Dépenses - Activités - PM	(27)	0.00
Excédent (insuffisance) - Projet(s) majeur(s)		0.00

2.8.4 - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO)
(Excluant les frais de gestion inscrits à la section 2.3)

Revenus - Subventions FDRCMO	(29)	124 238.00
Dépenses - Activités subventions FDRCMO	(29)	124 238.00
Excédent (insuffisance) - FDRCMO		0.00

2.8.5 - Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées

Revenus - générés par les frais de gestion du FDRCMO	(16)	7 120.00
- Autres revenus générés	(17)	103 401.00
Dépenses - Rattachées aux frais de gestion du FDRCMO	(18)	7 120.00
- Autres frais rattachés aux revenus générés	(19)	33 015.00
Excédent (insuffisance) - Revenus générés		70 386.00

2.8.6 - Autres subventions – précisez la provenance des revenus - ex : Emploi-Québec et autres ministères

Revenus -		
Dépenses - Activités Autres subventions		
Excédent (insuffisance) - Autres subventions		0.00

2.8.7 - Autres - Revenus autonomes non reliés à une subvention - Ces montants excluent les frais de gestion du FDRCMO
Précisez la nature des revenus - ex.: cotisations des membres, etc.

Revenus -		
Dépenses - Frais reliés aux revenus autonomes		
Excédent (insuffisance) - Revenus autonomes		0.00

2.8.8 - SOMMAIRE - Résultats de l'exercice *

Total des Revenus -		734 549.00
Total des Dépenses -		664 163.00
Excédent (insuffisance) - Résultats de l'exercice *		70 386.00

* Ce sommaire doit concorder avec l'état des résultats audité. Sinon, explication :

PARTIE 3 CONTRIBUTION DU SECTEUR 10 % (voir le guide page 5)

La contribution du secteur doit représenter 10 % du total de la subvention de l'entente-cadre. Pour ce comité, il s'agit de :		40 000.00	67
Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées :	(54)	103 401.00	68
Revenus autonomes non liés à une subvention :	(61)	0.00	69
Autres utilisations des sommes disponibles :	(12)	0.00	70
Moins : Montants non admissibles dans la contribution du secteur (10 %) (ex : contribution non monétaire, subvention, revenu hors-Québec, etc.)		12 868.00	71
Utilisation de l'actif net à titre de contribution du secteur :	(case 66 si négatif)	0.00	72
* Pour le présent exercice, la contribution du comité s'élève à :	22.6%	90 533.00	73

*Si l'objectif n'est pas atteint pour le présent exercice, complétez le document "Contribution du secteur 10 % - Explication"

PARTIE 4 ESTIMATION EN \$ DE LA CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AU COMITÉ POUR L'EXERCICE (voir le guide page 6)

DONNÉE OBLIGATOIRE Précisez la nature de la contribution (ex.: rémunération, frais de déplacement, locaux, équipement, etc.)

Réunion du CA	15 000.00	
Réunion du CE	2 000.00	
Rencontre trésorier-coprésidents	4 500.00	
RCMO Directeur usine et RH	8 000.00	
Promo formation des contremaîtres	2 900.00	
Promo formation des compagnons et préparation du dossier de formation Directeur usine et RH	17 100.00	
		49 500.00

PARTIE 5 APPORTS (SUBVENTIONS) REPORTÉS (voir le guide page 6)

Si la note sur les apports reportés du Rapport de l'auditeur indépendant ne détaille pas la provenance de ceux-ci vous devez compléter ce tableau (5.1 et 5.2)

5.1 Apports reportés afférents aux immobilisations

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
CPMT	18 528.00
	18 528.00

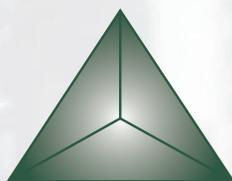
5.2 Autres apports reportés

Bailleur de fonds	Solde à la fin de l'exercice
	0.00

PARTIE 6 SUIVI DE L'INVENTAIRE DES DÉPENSES CAPITALISABLES PAYÉES AVEC LES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DE LA CPMT (voir le guide page 6)

Les immobilisations qui n'ont pas été acquises avec des contributions de la CPMT ne doivent pas être présentées dans ce tableau

Catégorie	Date d'acquisition	Coût d'acquisition	Valeur nette
Mobilier et équipement		26 790.00	2 890.00
Matériel informatique		64 077.00	13 710.00
Améliorations locatives		11 574.00	1 928.00
		102 441.00	18 528.00



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

CLICEMPLOIS.NET
Promotion des carrières

SOLUTIONSRH.NET
Gestion des compétences

Avec la contribution financière de :

**Commission
des partenaires
du marché du travail**

Québec 